1562

le 25-6-2001

ACTE DE NOMINATION DES PREMIERS GERANTS

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Laurent FIEVRE

né le 5 novembre 1966 à MAULEON (Deux-Sèvres),
demeurant à SAINT-FULGENT (Vendée) – Impasse du Sacré Cœur,

titulaire de 38 parts sociales, ci..... .....38 parts

- Monsieur Stéphane LACROIX

né le 6 juin 1963 à LA ROCHELLE (Charente-Maritime),
demeurant à NESMY (Vendée) – 35 rue de Lattre de Tassigny,

titulaire de 38 parts sociales, ci.....38 parts

- Monsieur Fabrice ROUSSEAU

né le 26 novembre 1954 à SAINT-VALERIEN (Vendée),
demeurant à DOMPIERRE-SUR-YON (Vendée) – 25 rue de la Joussemelière,

titulaire de 38 parts sociales, ci.....38 parts

TOTAL .....114 parts

Agissant en qualité de seuls associés de la Société "MCBAT", société à responsabilité limitée au capital de 11.400 €, ayant son siège social à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) – Z. I. Belle Place – Rue Bunsen, constituée suivant acte sous seing privé en date à LA FERRIERE (Vendée) du 13 avril 2001.

Se sont réunis à l'effet de procéder à la nomination de la gérance, conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts.

Les associés soussignés, nomment en conséquence : Monsieur Laurent FIEVRE, demeurant à SAINT-FULGENT (Vendée) – Impasse du Sacré Cœur, Monsieur Stéphane LACROIX, demeurant à NESMY (Vendée) – 35 rue de Lattre de Tassigny et Monsieur Fabrice ROUSSEAU, demeurant à DOMPIERRE-SUR-YON (Vendée) – 25 rue de la Joussemelière, en qualité de co-gérants, pour une durée indéterminée.

Messieurs Laurent FIEVRE, Stéphane LACROIX et Fabrice ROUSSEAU acceptent ces fonctions de gérant et déclarent n'être frappés d'aucune des interdictions ou déchéances édictées par la loi sur l'assainissement des professions commerciales.

Leur rémunération sera fixée ultérieurement.

SL

RF

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi et plus particulièrement à la SAJE, Cabinet d'Avocats Juristes de l'Entreprise, 1 bis rue Robert Schuman, 44400 REZE.

Fait à LA FERRIERE,
Le 13 avril 2001.

Monsieur Laurent FIEVRE
« *Bon pour acceptation des fonctions de gérant* »
Bon pour acceptation des fonctions de gérant.

Monsieur Stéphane LACROIX
« *Bon pour acceptation des fonctions de gérant* »
Bon pour acceptation de fonction de gérant.

Monsieur Fabrice ROUSSEAU
« *Bon pour acceptation des fonctions de gérant* »
Bon pour acceptation des fonctions de gérant

MCBAT
SARL au capital de 11.400 EUROS

Siège social : Z. I. Belle Place – Rue Bunsen
85000 LA ROCHE-SUR-YON

S T A T U T S
EN DATE DU 13 AVRIL 2001

SAJE
Société d'Avocats Juristes de l'Entreprise
Société inter-barreaux inscrite au Barreau de Nantes
1 bis rue Robert Schuman
BP 137
44403 REZE cedex
☎ 02.51.70.36.00
Fax 02.51.70.36.63

ENREGISTRÉ A LA ROCHE-SUR-YON SUD
Le 17 AVR. 2001
Fol. 52 Bord. 126/1
Reçu: 9 Watts
Pour le Receveur Principal,
C. GERARD
Contrôleur

LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur FIEVRE Laurent**, gérant de société,
né le 5 novembre 1966 à MAULEON (Deux-Sèvres),
demeurant SAINT-FULGENT (Vendée) – Impasse du Sacré Cœur,

marié avec Madame BERTAUDEAU Cécile Monique Geneviève sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de SAINT-FULGENT (Vendée) le 26 mars 1994,
régime non modifié depuis,

de nationalité française ;

- **Monsieur LACROIX Stéphane** Marcel, gérant de société,
né le 6 juin 1963 à LA ROCHELLE (Charente-Maritime),
demeurant à NESMY (Vendée) – 35 rue de Lattre de Tassigny,

divorcé en premier mariage de Madame ARNOULT Michèle Marie Pierre, suivant jugement du Tribunal de grande instance de LORIENT en date du 20 juin 1994,
marié en secondes noces avec Madame PAJOT Elisabeth sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de LA BRETONNIERE (Vendée) le 30 septembre 1995,
régime non modifié depuis,

de nationalité française ;

- **Monsieur ROUSSEAU Fabrice** Jacques Pierre André, métreur,
né le 26 novembre 1954 à SAINT-VALERIEN (Vendée),
demeurant à DOMPIERRE-SUR-YON (Vendée) – 25 rue de la Joussemelière,

divorcé en premières noces de Madame CAGNON Marie-Bérangère Pierrette, suivant jugement du Tribunal de grande instance de LA ROCHE-SUR-YON en date du 25 octobre 1990,
non remarié depuis,

de nationalité française ;

RR S.L
BZ
CB AL

ONT ETABLI, AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS DE LA SARL QU'ILS SONT CONVENUS D'INSTITUER.

STATUTS

TITRE PREMIER
FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE - SIEGE

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est formé entre les soussignés, tous futurs propriétaires des parts ainsi créées et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- la maçonnerie, la couverture et tous travaux de gros œuvre en bâtiment.

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

- et généralement toutes opérations commerciales et industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société prend la dénomination de : **MCBAT**

Dans les documents de toute nature, émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL", de l'énonciation du montant du capital social, du numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années qui commenceront à courir à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés sauf prorogation ou dissolution anticipée.

RR SL
BR
CB AL

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) – Z. I. Belle Place – Rue Bunsen

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

La gérance peut créer des succursales partout où elle le jugera utile.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES
DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est apporté à la présente société des sommes en numéraire :

- par Monsieur Laurent FIEVRE
la somme de TROIS MILLE HUIT CENTS EUROS, ci..... 3.800 €

- par Monsieur Stéphane LACROIX
la somme de TROIS MILLE HUIT CENTS EUROS, ci..... 3.800 €

- Monsieur Fabrice ROUSSEAU
la somme de TROIS MILLE HUIT CENTS EUROS, ci..... 3.800 €

SOIT ENSEMBLE LA SOMME TOTALE DE ..... 11.400 €

Laquelle somme est actuellement déposée à un compte ouvert à la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA VENDEE, agence de la Roche-Halles, sise à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) – 21 rue des Halles, au nom de la société en formation sous le numéro 833 816 43 001.

Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par la gérance qu'après immatriculation de la Société au Registre du commerce, et sur présentation du certificat du Greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

INTERVENTION DE CONJOINT D'ASSOCIES

- Madame FIEVRE née BERTAUDEAU Cécile Monique Geneviève, conjoint commun en biens de Monsieur Laurent FIEVRE, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été préalablement avertie de cet apport, de ses modalités, et des moyens de sa réalisation, ayant reçu à cet égard une complète information.

- Madame FIEVRE ne manifeste pas l'intention d'être personnellement associée de la Société, déclarant réserver expressément ses droits patrimoniaux sur les parts attribuées à son conjoint, ainsi que la revendication ultérieure de la qualité d'associée dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

RF S.Z
BR

- Madame LACROIX née PAJOT Elisabeth, conjoint commun en biens de Monsieur Stéphane LACROIX, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été préalablement avertie de cet apport, de ses modalités, et des moyens de sa réalisation, ayant reçu à cet égard une complète information.

- Madame LACROIX ne manifeste pas l'intention d'être personnellement associée de la Société, déclarant réserver expressément ses droits patrimoniaux sur les parts attribuées à son conjoint, ainsi que la revendication ultérieure de la qualité d'associée dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de ONZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (11.400 €), divisé en CENT QUATORZE (114) parts de CENT EUROS (100 €) chacune, numérotées de 1 à 114, entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- Monsieur Laurent FIEVRE
à concurrence de 38 parts sociales
portant les numéros 1 à 38, ci..... 38 parts

- Monsieur Stéphane LACROIX
à concurrence de 38 parts sociales
portant les numéros 39 à 76, ci..... 38 parts

- Monsieur Fabrice ROUSSEAU
à concurrence de 38 parts sociales
portant les numéros 77 à 114, ci..... 38 parts

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL ..... 114 parts

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les 114 parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en espèces et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle, devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts, en cas d'échanges de parts consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes. Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les représentants, héritiers, ayants-cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les assemblées générales extraordinaires et à l'usufruitier pour les assemblées générales ordinaires.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

1 - TRANSMISSION ENTRE VIFS

La transmission des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée ou acceptée par elle dans un acte authentique. Toutefois la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par la gérance, d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et en outre après publicité au Registre du commerce et des sociétés.

Toute cession de parts à des tiers étrangers à la société, ne peut être faite que sous réserve du consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toute cession de parts entre associés ou au profit des conjoint, ascendants, descendants non associés du cédant ne peut être faite qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Les majorités requises sont déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

RF S.C
82

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Ce délai de trois mois peut-être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et en cas de cession à un tiers, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté entre époux ou donation de son conjoint, ascendants, descendants.

En cas de cession à un associé ou à un conjoint, ascendant, descendant, l'associé peut sans condition réaliser la cession initialement prévue.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession.

A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la Gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

RF SL BR

2 - REVENDICATION PAR LE CONJOINT DE LA QUALITE D'ASSOCIE

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Le silence gardé pendant trois mois à compter de la notification d'intention d'être personnellement associé, emporte agrément au conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - TRANSMISSION PAR DECES

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Le consentement est sollicité dans les mêmes conditions que ci-dessus, l'indivision pouvant participer au vote sur l'agrément mais n'étant comptée que pour une tête dans le calcul de la majorité.

Les héritiers, ayants droit et conjoint, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'un intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé et, éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 9 des présents statuts.

En cas de refus d'agrément et à défaut de rachat dans les délais impartis, l'agrément du conjoint ou des héritiers et ayants droit est réputé acquis.

4 - LIQUIDATION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX

En cas de liquidation, par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution des parts communes à l'époux ou ex-époux qui n'avait pas la qualité d'associé doit être soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales. La procédure d'agrément applicable est identique à celle prévue par la loi pour une cession de parts à un tiers.

L'exercice par l'époux ou l'ex-époux qui n'avait pas la qualité d'associé des droits attachés aux parts qui lui sont attribuées est subordonné à la production d'un extrait de l'acte de liquidation mentionnant les attributions des parts sociales communes, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir du rédacteur de l'acte de liquidation de la communauté un extrait de cet acte mentionnant ses attributions.

RF SL

TITRE III
GERANCE - COMMISSAIRE AUX COMPTES - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 11 - GERANCE

I - Conformément à la loi, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation et sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, dans les rapports de la gérance avec la société et à titre de mesure d'ordre intérieur, ne pouvant être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout emprunt autre que les découverts normaux en banque, tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant ou pouvant appartenir à la société, la fondation de toute société ou l'apport partiel des biens sociaux à une société constituée ou à constituer ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et s'ils emportent, directement ou indirectement, modification de l'objet social par une décision collective extraordinaire.

Le gérant unique ou chaque gérant s'ils sont plusieurs est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Chacun d'eux ne peut, sans y avoir été préalablement autorisé par une décision ordinaire des associés, accepter aucun emploi ou fonction dans une société quelconque ou faire, pour son compte personnel ou celui de tiers, aucune opération entrant dans l'objet social.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité personnelle et à condition que cette délégation de pouvoirs soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de son ou de leur choix.

Il peut ou ils peuvent, notamment, mais en agissant conjointement s'ils sont plusieurs, choisir un ou plusieurs directeurs parmi les associés ou en dehors d'eux, dont il ou ils fixent les attributions, le traitement fixe ou proportionnel, ainsi que les conditions de nomination et de révocation.

II - Le gérant peut résilier ses fonctions mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance et par écrit.

La démission ou le décès du gérant n'entraîne pas la dissolution de la société. Dans ce cas, les associés nommeront, lors d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite provoquée à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant. Toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il existerait un ou plusieurs autres gérants.

Le prononcé d'une liquidation judiciaire, d'une faillite personnelle, d'une interdiction de gérer ou d'une mesure d'incapacité, en la personne du gérant, entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

III - Chacun des gérants recevra à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision collective des associés.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

I - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance, soit du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

SZ RP BR

II - Tout associé a droit de participer aux décisions quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, mais il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

III - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par le gérant.

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés ni des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

Les décisions doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;

- par des associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 5.000.000 F, soit 750 000 € à compter du 1er janvier 2002, et en cas de révocation d'un gérant statutaire ;

- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires

TITRE IV
EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er avril et finit le 31 mars de chaque année.

S.L
RF
CB

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps couru depuis la constitution de la société jusqu'au 31 mars 2002.

ARTICLE 16 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Lors de l'établissement de ces documents, elle procède conformément aux dispositions de l'article L.232-9 du Code de commerce et même en l'absence de bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Elle établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Les comptes annuels sont établis chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les années précédentes. Toutefois, en cas de proposition de modification, les associés au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles et sur le rapport de la gérance, se prononcent sur les modifications proposées.

ARTICLE 17 - APPROBATION DES COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport, l'inventaire, les comptes annuels établis par la gérance sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées, et le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes sont adressés aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social connaissance du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, de l'inventaire, des rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices.

Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des stipulations légales, constituent les bénéfices nets ou les pertes.

Sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la

S.L

RF CB NL

réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Toutefois, l'assemblée générale aura la faculté de prélever sur ce bénéfice, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves sociales autres que la réserve légale soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TITRE V
TRANSFORMATION
ACTIF NET INFERIEUR A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL
DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 19 - TRANSFORMATION

La décision de transformation en société anonyme est précédée des rapports des commissaires déterminés par la loi. Le commissaire aux comptes de la société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme commissaire à la transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 20 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance, ou à son défaut, le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenue dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider à la majorité exigée pour la modification des statuts s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L.223-2 du Code de commerce de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut intenter devant le Tribunal de commerce une action en dissolution de la société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 21 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quels qu'en soient la cause et le mode de constatation.

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinée aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés à la majorité en capital des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Au surplus, la liquidation de la société sera effectuée selon les normes définies par les articles L.237-14 et L.237-31 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VI
ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations concernant les affaires sociales, qui pourraient s'élever entre les associés, ou entre ces derniers et la Société, pendant la durée de la société et de sa liquidation, seront portées devant les tribunaux compétents du siège social.

En conséquence, tout associé devra faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal compétent et toute assignation et signification seront régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près du Tribunal de grande instance du lieu du siège social.

TITRE VII
PUBLICITE - FRAIS - DELAIS

ARTICLE 23 - AUTORISATION D'ENGAGEMENTS PREALABLES ET/OU POSTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS

Il a été accompli, dès avant ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présentes, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résultera pour la société.

Les soussignés, après avoir pris connaissance de cet état qui leur a été présenté avant lecture et signature des présentes, déclarent approuver ces actes et ces engagements. La signature des statuts emportera, par la société, reprise de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine, lorsque l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés aura été effectuée.

SL RF BL CB NL

En outre et dès à présent, Messieurs Laurent FIEVRE, Stéphane LACROIX et Fabrice ROUSSEAU, appelés à exercer collectivement la gérance de la société, agissant ensemble ou séparément, sont autorisés à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de leurs pouvoirs et plus spécialement les actes et opérations qui sont déterminés dans un état annexé aux présentes, signés par les associés et indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui résultera pour la société. L'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dés l'origine par la société.

ARTICLE 24 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

II - Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social. Dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

III - Les frais, droits et honoraires et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux associés au prorata de leurs apports jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait en autant d'originaux que requis
par la loi.
A LA FERRIERE,
Le 13 avril 2001.

Monsieur Laurent FIEVRE

Monsieur Stéphane LACROIX

Monsieur Fabrice ROUSSEAU

Madame Cécile FIEVRE

Madame Elisabeth LACROIX

ETAT ANNEXE n° 1

ENGAGEMENTS PRIS AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire au nom de la Société " MCBAT " auprès de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA VENDEE, agence de la Roche-Halles, sise à LA ROCHE-SUR-YON (85000) – 21 rue des Halles, pour le dépôt des fonds formant le capital social.

- Demande d'autorisation de domiciliation provisoire du siège social de la Société " MCBAT " à l'adresse du fonds artisanal de maçonnerie, couverture de la Société MOREAU CONSTRUCTIONS auprès de Monsieur Michel MOREAU, ès qualités de propriétaire de l'immeuble dans lequel est exploité ledit fonds artisanal.

- Mandat à la SAJE de rédiger tous actes et d'effectuer toutes formalités relatives à la constitution et à l'immatriculation de la Société " MCBAT " et tous actes et toutes formalités relatives à l'acquisition du fonds

- Négociation et signature de deux prêts bancaires auprès de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA VENDEE, agence de la Roche-Halles, sise à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée), 21 rue des Halles, savoir :

1°) l'un concernant le financement de l'acquisition du fonds artisanal de maçonnerie, couverture de la Société MOREAU CONSTRUCTIONS pour un montant global de SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (750.000 F), soit CENT QUATORZE MILLE TROIS CENT TRENTE-SIX EUROS et SOIXANTE-SEIZE CENTIMES D'EURO (114.336,76 €), remboursable en quatre-vingt-quatre (84) mensualités à un taux d'intérêts maximum de 5,60 % l'an (hors assurance) et avec les garanties suivantes :

- prise d'un nantissement sur le fonds artisanal de maçonnerie, couverture appartenant à la Société MOREAU CONSTRUCTIONS,
- cautionnement solidaire des associés de la Société " MCBAT " à hauteur de 50 % du montant total dudit financement, crédit bancaire inclus ;

2°) l'autre concernant le financement de l'acquisition d'un immeuble à usage artisanal sis à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée), Zone industrielle Belle Place – Rue Bunsen, dans lequel est exploité le fonds artisanal de maçonnerie, couverture de la Société MOREAU CONSTRUCTIONS et appartenant à Monsieur Michel MOREAU pour un montant global de SIX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (650.000 F), soit QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE QUATRE-VINGT-ONZE EUROS et QUATRE-VINGT-SIX CENTIMES D'EURO (99.091,86 €), remboursable sur cent vingt (120) mensualités à un taux d'intérêts maximum de 5,90 % l'an (hors assurance) et avec les garanties suivantes :

- privilège de prêteur de deniers.

ETAT ANNEXE n° 2

ENGAGEMENTS DEVANT ETRE PRIS ENTRE LA SIGNATURE DES STATUTS ET L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

- Signature de l'acte d'achat du fonds artisanal de maçonnerie, couverture, exploité à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée), Zone industrielle Belle Place – Rue Bunsen et appartenant à la Société MOREAU CONSTRUCTIONS, au prix global de SEPT CENT TRENTE-CINQ MILLE FRANCS (735.000 F), soit CENT DOUZE MILLE CINQUANTE EUROS et DEUX CENTIMES D'EURO (112.050,02 €), hors taxe, payable comptant le jour de la signature dudit acte.

- Signature de l'acte authentique d'achat d'un immeuble à usage artisanal sis à LA ROCHE-SUR-YON (Vendée), Zone industrielle Belle Place – Rue Bunsen, dans lequel est exploité le fonds artisanal de maçonnerie, couverture de la Société MOREAU CONSTRUCTIONS et appartenant à Monsieur Michel MOREAU, moyennant le prix de SIX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (650.000 F), soit QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE QUATRE-VINGT-ONZE EUROS et QUATRE-VINGT-SIX CENTIMES D'EURO (99.091,86 €), toutes taxes comprises, payable comptant le jour de la signature dudit acte.